PRESSE ECRITE ET DEMOCRATIE EN CÔTE D'IVOIRE : ENTRE INFORMATION ET INTERPELLATION SUR LES RISQUES DE GUERRE DANS LE JOURNAL SATIRIQUE « GBICH »

COULIBALY Pénédjotêh Jean-Paul
Enseignant-Chercheur,
Maître-Assistant,
Université Alassane Ouattara (Bouaké- Côte d'Ivoire)
jeanpaulsaurauh@gmail.com

Résumé : La presse satirique combine humour et caricature dans la diffusion des informations. De cette caractéristique singulière, la description déformée de la réalité entraîne l'adhésion du lecteur par le rire. A l'image de la presse dite sérieuse, son mode d'écriture porte sur des questions politiques, économiques, sociales, etc. En Côte d'Ivoire, le journal « Gbich » fait partie de cette catégorie de journaux qui procède par l'humour afin de dépeindre la situation sociopolitique du pays. La présente réflexion s'intéresse à un numéro de parution de cet hebdomadaire en rapport avec les risques de guerre que ferait courir l'élite politique à la Côte d'Ivoire à la veille des élections présidentielles de 2020. A partir de la sémiologie comme outils d'analyse, nous montrerons, à travers les éléments porteurs de sens, que le journal Gbich s'évertue à informer et sensibiliser à la fois sur les pratiques politico-électorales à risque.

Mots clés : élections, humour, dresse écrite, Démocratie, risque de guerre.

Abstract: The satirical press combines humor and caricature in its dissemination of information. This unique characteristic, the distorted depiction of reality, draws readers into laughter. Like the so-called serious press, its writing style focuses on political, economic, social, and other issues. In Côte d'Ivoire, the newspaper "Gbich" belongs to this category of newspapers that uses humor to depict the country's sociopolitical situation. This article focuses on an issue of this weekly newspaper in relation to the risks of war that the political elite are allegedly exposing Côte d'Ivoire to on the eve of the 2020 presidential elections. Using semiology as an analytical tool, we will show, through meaningful elements, that the newspaper Gbich strives to both inform and raise awareness about risky political and electoral practices.

Keywords: Elections, humor, print media, democracy, risk of war.

Introduction

L'instauration du multipartisme dans le début des années 90 a sonné le glas de la liberté d'opinion en Côte d'Ivoire. Ce système nouveau serait *« le passage de la démocratie à l'ivoirienne vers la démocratie ivoirienne »* (A. B. D. Tessy, 1992, p. 18). Outre les partis politiques qui sont nés, un nombre élevé de journaux ont accompagné ce changement. C'est ce qui a été appelé le « printemps de la presse ». Dans cette atmosphère nouvelle, partis politiques et journaux se sont mis en mission pour donner un souffle à l'espace public. Ainsi, l'instauration de la démocratie a permis la prise de parole publique et la mise à disposition de l'information plurielle à l'ensemble des populations via un grand nombre de journaux. Depuis lors, les médias ont joué et continuent de jouer un rôle que personne n'ignore aujourd'hui. On leur attribue divers rôles dans la société et ceux-ci permettent aux individus de les apprécier, de les juger. C'est pourquoi pour V. Sacriste, en montrant la différence entre les discours des médias et les autres, explique que les médias se sont érigés en partie prenante de la démocratie contre l'opacité et les systèmes monarchiques. Ainsi, « *ils se sont construits dans un idéal sociopolitique à la fois informatif, expressif et pédagogique »* (V. Sacriste, 2007, p. 38). En effet, on reconnaît aux médias leur capacité d'informer, d'éduquer et de divertir. A partir de là, ce triptyque permet également de les catégoriser et de les classifier. Sur le plan de l'information, les médias permettent aux individus de « posséder » leur environnement en mettant à leur disposition des connaissances qu'ils ignorent. Cette mission serait donc de chercher et de rendre public les choses qui semblent être secrètes et cachées aux masses. La presse s'y est inscrite et, au fil des ans, c'est au prix fort que la liberté d'informer tous azimuts a été acquise consacrant ainsi la liberté d'expression proclamée de nos jours. E. E. Dennis et J. Merril diront que la liberté d'expression, surtout celle de la presse, « *vise à encourager l'existence d'un lectorat instruit et informé, capable de prendre des décisions concernant les affaires publiques* ». (E.E. Dennis, J.C. Merril, 1991, p.8). Dans ce cas, elle devrait pouvoir « *assouvir l'aspiration de la société à un minimum d'informations et d'opinions, et satisfaire le droit de l'individu à l'épanouissement personnel »*. (E.E.Dennis, J.C.Merril, idem). Dans le domaine de la presse, tout comme les journaux d'opinion, les journaux satiriques sont des acteurs de l'espace informationnel des individus. Nés en France avec la Révolution Française, les imprimés satiriques ont connu la censure, car les titres satiriques et les journaux d'opinion ont eu bien souvent maille à partir avec les gouvernants. Tout comme la presse d'opinion, les journaux satiriques se sont donné une mission de dénonciation des tares de la société. C'est bien à propos que l'on pense que : *« cette presse est là pour nourrir et véhiculer un autre*

discours que celui de la presse traditionnelle. Elle est là pour transgresser, pour bousculer les tabous. Pour ne pas respecter les conformismes et le politiquement correct. »[1]. En Côte d'Ivoire, dès 1999, le journal « GBICH » est né et il s'est inscrit dans cette logique en tablant sur les réalités sociales[2] en termes de langage et de niveau d'instruction. Selon C. Souéné,

> Gbich, c'est le seul journal en Côte d'Ivoire qui fait du dessin. En Côte d'Ivoire, on a une population qui est à un peu plus de 40% de personnes qui sont analphabètes, donc qui ne vont pas forcément accrocher pour les articles. Mais pour les dessins, on touche une grande partie de la population, et ça c'est quelque chose d'assez exceptionnel[3].

L'importance de la presse en particulier et des médias en général réside dans le fait qu'ils parviennent à choisir des faits et les font partager par l'ensemble des individus. Cette posture est défendue par Shawn et MCombs (1972). Mieux, les événements mis en avant ont l'avantage de les mettre en débat dans l'espace public, mais aussi de permettre aux individus de prendre conscience de leur impact. Les médias utilisent des mots et des images pour rendre compte de l'actualité selon une ligne éditoriale donnée. Ici, par exemple, c'est la possibilité offerte par le média de prendre conscience d'une situation et d'en éviter les effets pervers. Dans le cadre de cette étude, comment Gbich présente-t-il la situation sociopolitique en Côte d'Ivoire ? Quel message la Une n° 1084 du 27 août au 02 septembre 2020 du journal « Gbich » véhicule-t-il ? Nous nous proposons d'analyser et de comprendre le rôle de la presse satirique en Côte d'Ivoire, car à l'orée des élections présidentielles de 2020, elle se positionne comme vecteur de conscientisation sociopolitique afin d'éviter une guerre certaine.

1. Cadre théorique et méthodologique

1.1. Cadre théorique

Les médias sont perçus comme des institutions sociales, politiques, économiques selon l'angle sous lequel on les regarde. Vu ainsi, leur importance dans nos sociétés n'est plus à mettre en doute, car leur prolifération, leur diversité et même leur perfectionnement sont au cœur des grandes questions de notre ère. Du point de vue scientifique, nombreuses sont les études qui ont été menées pour comprendre les médias (M. Mc Luhan, 1968) tels qu'ils se déploient dans nos sociétés devenues des consommatrices exponentielles de contenus médiatiques. En effet,

[1] www.ici.radio-canada.ca/nouvelle/701118/journaux-satiriques-francais-charlie-hebdo-canard-enchaine consulté le 05/08/2025 à 17h 05

[2] Créé en 1999, le journal connaît rapidement un vif succès, grâce notamment à son usage du nouchi, langue véhiculaire née dans les quartiers populaires d'Abidjan

[3] Côte d'Ivoire: le journal satirique «Gbich», une institution qui veut se diversifier pour survivre (rfi.fr) consulté le 04/08/2024 à 9h 25

des modèles simples aux plus complexes, les auteurs n'ont pas manqué de démontrer comment les médias et leurs contenus sont susceptibles d'induire des comportements adéquats ou non. Les recherches de H. Lasswell (1948) ont eu l'avantage d'expliquer que toute communication a des répercussions sur les personnes auxquelles elle est destinée. Ainsi, la théorie des effets se comprend sur cinq éléments essentiels dont : Qui ? Dit quoi ? A qui ? Par quel canal ? Avec quel effet ? Cette approche insinue que les médias portent des messages dont la finalité peut être perçue dans le comportement observable chez un individu ou un ensemble d'individu. Aussi bien que cela soit observable pendant les campagnes électorales, cela l'aussi dans d'autres circonstances telles que la guerre ou la paix. L'exemple de la radio Mille collines au Rwanda étant le plus patent en Afrique. Pour Mc Luhan citant Lénine, *« le journal est non seulement un propagandiste collectif et agitateur collectif, c'est aussi un organisateur collectif »* (M. Mc Luhan, 1968, p. 247). Autrement dit, la presse a vocation collective puisqu'elle est un instrument idéologique et elle a la capacité d'influencer les masses dans le sens voulu. Le contenu est expressément en mission de séduction afin de susciter l'adhésion et la participation des lecteurs. La presse, en tant que média de révolte et de protestation à l'origine, joue un rôle de premier plan dans les sociétés en voie de démocratisation. Les premières ouvertures sur le plan des médias en Afrique francophone se sont observées au niveau de la presse (P. Daubert, 2009, p. 85). L'inflexion des autorités politiques face aux injonctions occidentales au début des années 1990 a permis une présentation plurielle de l'information dans l'espace public. Ainsi, de par sa nature, la presse satirique a choisi de tourner en dérision l'information tout en évoquant des problèmes de fond. Images et caricatures sont utilisées pour dénoncer et mettre à nu les travers démocratiques. Puisque, selon Mc Luhan, les mauvaises nouvelles sont l'apanage de la presse, le journal doit pouvoir révéler « *les dessous de l'action et de l'interaction d'un groupe social »* (Mc Luhan, 1968, p. 237). Les informations dans les journaux concernent très souvent les partis politiques et les personnalités de premier plan, dont l'élite politique et les leaders d'opinions. Les caricatures véhiculent donc une métacommunication, c'est-à-dire un message voilé à l'endroit de ceux-ci, dont la compréhension nécessite une observation et une analyse particulière. Même si le message n'est pas explicite, « *ces caricatures ont pour objet de conduire les concernés à une prise de conscience de ce qu'ils représentent pour la nation »* (N. K. N'dri, P. J-P. Coulibaly, 2021, p. 273).

1.2. Cadre méthodologique

Un journal est un support d'information à destination d'un grand nombre de personnes. Ainsi, le journal a une fonction de médiatisation et d'amplification. Mieux, la transmission de

message suppose la présence d'un interlocuteur. Dans le cadre de cette étude, l'objet n'est pas tant l'information stricto sensu, mais plutôt un message aux relents de sensibilisation. Pour réaliser ce travail, nous nous sommes intéressés à la Une du journal satirique Gbich en Côte d'Ivoire. Il s'agit du numéro 1084 du 27 août au 02 septembre 2020 du journal satirique Gbich ! Cette Une dépeint la situation politique comme étant une situation disruptive. La mise en scène du contexte électoral, les acteurs concernés et les propos qui sont portés sont chargés de sens. Notre méthode qualitative se résume à l'analyse sémiologique de la Une en vue de permettre une interprétation. Les images et les énoncés qui sont présents sur le journal vont nous permettre d'en déduire le/les sens qu'ils véhiculent.

2. Présentation du corpus et analyse sémiologique

2.1. Présentation de la Une du journal Gbich

N° 1084 du 27 août au 02 septembre 2020

2.2. Analyse sémiologique de la Une du journal Gbich

SIGNAUX	SYNTAGMES	DENOTATIONS	ASSOCIATIONS	CONNOTATIONS
« 3ème mandat, casses, propos guerriers » + « donc on n'a rien retenu de 2010 ? »	Les mots suivants [« 3ème mandat, casses, propos guerriers » + « donc on n'a	Un titre descriptif de la scène qui est présentée.	Les mots « 3ème mandat, casses et propos guerriers » traduisent les maux du champ	

	rien retenu de 2010 ? »] sont au-dessus de l'image		politique à la veille des élections présidentielles de 2020 et le rappel de la guerre post-électorale de 2010	**Peur, inquiétude et sensibilisation à la prise de conscience**
Une salle + caméras + plateau de tournage + un rideau + Fauteuil présidentiel + un pose-pied + 2 hommes en costumes bleus tenant des papier portant la mention « scénario » + Une maquilleuse + un jeune sur une échelle tenant un haut-parleur + un homme qui émet un appel téléphonique	Deux personnes, dont l'une assise et l'autre debout, se disputent un fauteuil pendant qu'une autre appel d'autres acteurs à venir participer au tournage	La scène présente un désaccord sur le partage des rôles au cours du film	La scène présente un homme installé dans le fauteuil qui veut rempiler pour un 3ème mandat électif alors que ses opposants souhaitent une alternance	**Biais démocratiques : illégalité et illégitimité**

Homme en costume bleu assis avec les pieds allongés sur un pose-pieds + cravate + Fauteuil rouge + une dame qui applique un maquillage + papier « scénario » en main + sourire + air d'insouciance + « c'est moi qui joue le rôle du troisième mandat »	Un homme tout sourire qui se fait maquiller est assis dans un fauteuil présidentiel	L'homme dans le fauteuil est le président de la Côte d'Ivoire	Un homme qui s'impose et recherche à être élu pour une troisième fois	**Dictature et autoritarisme politique**
Un homme en costume bleu debout + cravate + doigt qui toise + grands yeux ouverts + papier « scénario » en main + « celui-là normalement il ne doit plus	Un homme avec un air de colère et prenant à témoin un autre conteste la présence d'un autre dans le film	L'homme arrêté et pointant le doigt sur celui qui est assis fait penser à un opposant politique	L'opposition est contre une autre candidature du président de la république	**La contestation politique**

jouer dans le film »				
Un homme sur une échelle avec un chapeau et des baskets + grands yeux ouverts + haut-parleur + « gbangban présidentiel saison 2 »	Un homme, abhorrant un chapeau et des baskets, tient un haut-parleur au-dessus d'une échelle sur laquelle il est écrit : « gbangban présidentiel saison 2 »	L'homme abhorrant un chapeau et des baskets est un jeune dans l'arène politique	Le jeune avec le haut-parleur en main fait penser à quelqu'un qui a la possibilité de parler aux acteurs sur la scène ou qui peut faire passer des messages	**Risque de contagion populationnelle**
Un homme + grands yeux ouverts + téléphone + « Allô Gbagbo et Soro vous êtes où ? ils sont en train de tourner la saison 2 sans vous hein ! »	Un homme médusé fait appel aux acteurs politiques que sont Gbagbo et Soro	La situation politique de 2020 est identique à celle de 2010	Gbagbo et Soro n'ont pas pris part aux joutes présidentielles de 2020 alors qu'ils sont des acteurs politiques majeurs en Côte d'Ivoire	**Exclusion politique**

Le journal « Gbich » présente le champ politique comme un film. Il scénarise cet espace comme un film dans lequel chacun joue un rôle. Cette scène met en lumière une violence imminente. Le champ politique, tel que vu par le journal satirique, est un espace confligène où les uns campent des rôles qui ne sont pas acceptés ou qui sont mis en cause par les autres. L'organe de presse, en tant qu'acteur de la dynamique sociopolitique et culturelle en Côte d'Ivoire, saisit l'occasion des préparatifs de l'élection présidentielle de 2020 pour interpeller

les acteurs politiques sur les événements tragiques postélectoraux de 2010. L'interprétation donne à voir une contestation politique sur la scène présentée. En effet, la contestation pose le problème de l'organisation des élections et les personnes aptes à faire figure de candidat. En montrant le président qui dit : *« c'est moi qui joue le rôle du troisième mandat »,* cela est évocateur des problèmes constitutionnels nés de la révision de la constitution qui n'autorisait que deux (02) mandats consécutifs de cinq (05) non-renouvelables au président élu. Ceci est perceptible dans les propos du deuxième acteur : *« celui-là normalement il ne doit plus jouer dans le film ».* La contestation prend ses racines dans le non-respect des règles, et des normes électorales. C'est ainsi que tonne la révision constitutionnelle de 2016 dont le président disait : *« 42,42% de participation, 93,42% de oui (...) c'est vraiment un plébiscite (...), le taux de participation de 42% (était) un bon taux pour un référendum »*[4]. Les élections en Afrique, généralement, souffrent des nombreuses irrégularités liées au tripatouillage des textes à des fins de conservation du pouvoir. Cette stratégie conduit à des formes de gestion qui élimine la démocratie. Ainsi, « *c'est moi qui… »* est une formulation qui s'apparente à la dictature et à l'autoritarisme politique comme mode de gouvernance. Les biais démocratiques conduisent à l'illégalité des processus électoraux et à l'illégitimité des personnes qui sont amenés à gérer le pouvoir. Par ailleurs, dans le jeu politique, il n'est pas rare de voir des acteurs politiques artificiellement exclus pour des raisons de conservation du pouvoir. *L'exclusion politique* se manifeste dans les obstacles juridico-constitutionnels. On peut le constater dans l'appel lancé par l'un des acteurs de la scène *« Allô Gbagbo et Soro vous êtes où ? ils sont en train de tourner la saison 2 sans vous hein ! ».* Laurent Gbagbo, Président de la République sortant et Guillaume Soro, ex Premier Ministre en rupture de ban avec le RHDP, sont interpellés en tant qu'acteurs du scénario de 2010 ayant conduit à la guerre postélectorale. Dans ce décor sensible et favorable aux conflits électoraux, le journal « Gbich » indique des risques de contagion populationnelle, car chaque acteur est membre d'un parti politique qui, lui-même, repose sur une grande partie des électeurs au sein de la population. Une crise entre les acteurs politiques a inéluctablement des conséquences sur la vie sociale, sur les interactions sociales et sur la stabilité du pays. C'est à juste titre que l'hebdomadaire satirique s'interroge sur les responsabilités partagées des journalistes et des politiciens sur les crises à répétition en Côte d'Ivoire.

[4] www.jeuneafrique.com/371177/politique/Côte d'Ivoire : pour Ouattara, la victoire du oui au référendum est un plébiscite - Jeune Afrique consulté le 03 août 2024 à 8h47

N°1283 du 1er au 7 août 2024

3. Discussion des résultats de l'analyse

3.1. Le champ politique en Côte d'Ivoire : brutalité et conflictualité

Le champ politique est caractérisé par la présence de partis politiques. Ces partis politiques dans leur fonctionnement recrutent des acteurs pour leur animation. Ils mènent des activités pour convaincre les citoyens afin d'y militer ou d'éprouver de la sympathie. En Côte d'Ivoire, après l'ère du parti unique avec le Parti Démocratique de Côte d'Ivoire-Rassemblement Des Africains (PDCI-RDA), le paysage s'est enrichi de plusieurs groupements dont, le Front Populaire Ivoirien (FPI) et les partis de gauche puis la création du Rassemblement des Républicains (RDR) plus tard. Aujourd'hui, la Côte d'Ivoire compte un grand nombre de partis et mouvements politiques qui interagissent dans l'espace public.

Déclenché par les effets directs du discours de la Baule de François Mitterrand et la chute du Mur de Berlin, il y a eu un vent de transformation politique dans les pays africains. En effet, les pays africains, encore réfractaires aux changements sociopolitiques, ont dû consentir à l'ouverture politique que l'on a appelé le multipartisme dans les années 1990. La Côte d'Ivoire politique et sociale a vécu ce tournant décisif dans une ambiance gravée de marbre dans l'histoire du pays. L'injonction, venue de la communauté internationale, a permis aux autorités politiques ivoiriennes de cautionner l'existence et l'action politique du FPI en tant que parti politique légal sur le territoire national. Le multipartisme est donc compris comme la décision politique des gouvernants de donner quitus à des individus de s'organiser en association politique. Elle est la possibilité offerte à d'autres entités politiques de diffuser des idéologies politiques afin de courtiser un lectorat pour des postes électifs. Longtemps restés dans la clandestinité, le Front populaire Ivoirien, en tant que parti politique et son leader Laurent Gbagbo ont eu maille à partir avec le PDCI-RDA d'où les incarcérations, l'exil et finalement

les violences observées en 1990 qui a entraîné des pertes matérielles et humaines. A ce niveau, outre les partis politiques, la crise opposait le père de la nation, Félix Houphouët-Boigny, et l'opposant historique, Laurent Gbagbo vus relativement comme des héros dans leur différent bastion. La collusion entre les intérêts, les ambitions et les méthodes donnent lieu à une forme de violence verbale dont la seule finalité est de parvenir à attirer l'attention de l'électorat et ainsi à gagner leur suffrage lors des votes. La violence symbolique est de l'ordre des mots, des discours qui souvent d'un ton brutal et choc permet d'animer l'espace public avec son cortège de réponses systématiques lors de conférences ou de meetings. La violence politique en Côte d'Ivoire est une réalité qui parcourt le temps dont certains événements sont les marqueurs. Outre la période d'instauration du multipartisme, d'autres événements comme le front républicain (avant les élections de 195), le coup d'Etat militaire de 1999, la rébellion de 2002, la crise postélectorale de 2010 montrent que le champ politique est aussi le lieu de la violence physique. Ainsi, le multipartisme a été, de façon supposée, un déclencheur de violence sociopolitique. Dans la stratégie des partis politiques, il s'est créé des liens entre les partis politiques et les ethnies qui a contribué à conflictualiser davantage la société ivoirienne. Ainsi, le PDCI-RDA est lié aux populations du Centre en l'occurrence les Baoulés, le FPI est relié aux peuples de l'Ouest dont les Bhétés, les RDR, lui, aux populations nordistes à savoir les Dioulas. Pis, les religions s'y sont mêlés au point que des partis sont dits chrétiens et d'autres musulmans. Quid du personnel politique ?

3.2. Le personnel politique et sa presse idéologique

Au début, la gestion politique des pays africains hérités du colonisateur, était liée à des personnalités que l'on a appelé « les pères fondateurs ». En effet, ces personnalités historiques ont lutté âprement contre le système colonial afin de donner la liberté à leurs différents peuples. L'histoire sociopolitique de ces pays est intimement liée à ces figures. C'est dans cette catégorie que se situe le président Félix Houphouët-Boigny. Jusqu'au multipartisme, et même plus tard, la lutte politique en Côte d'Ivoire a donné l'impression d'un conflit interpersonnel entre le père de la nation et Laurent Gbagbo, l'opposant historique. Mieux, la crise politique suscitée par la mort du président Houphouët-Boigny a été appelée « la guerre des héritiers ». Cette dénomination appelle des interprétations sur la nature du politique en Côte d'Ivoire. Le multipartisme donne naissance à des partis politiques idéologiquement différents, mais la mort du père fondateur entraîne une dislocation due au partage et la gestion du pouvoir. De cette dislocation, on peut retenir que le champ politique ivoirien a vu émerger en plus de Laurent Gbagbo (FPI), Henri Konan BEDIE (PDCI-RDA) et Alassane Ouattara (RDR). La vitalité

politique d'un pays réside dans les forces qui animent l'espace public. Cependant, ces mêmes forces peuvent produire des effets contraires. Si déjà, à leur création, les partis politiques se différencient par leur dénomination et certainement leur approche de la gestion du pouvoir, les acteurs, eux, se chargent de critiquer, de dénoncer les gouvernants en vue de positionner leur courant sur le marché électoral. Dans cette veine, le marketing politique et électoral fait appel à des outils de communication comme la presse, la télévision, la radio, Internet, l'affichage, etc. Dès la validation de la pensée plurielle à travers le multipartisme, il y a eu un vent de liberté qui s'est fait senti par l'apparition d'un nombre élevé de journaux. C'est cela que les observateurs de la vie politique nationale ont désigné par « printemps de la presse ». Elle a accompagné les débuts du multipartisme nous dit P. Daubert (2009) sur la presse en Afrique francophone. Comme on le voit, à l'analyse de tous les écrits sur les démocraties africaines notamment celle de la Côte d'Ivoire, la presse y a joué un rôle important. D'ailleurs, à la faveur de l'autorisation du FPI à exercer comme parti politique, les leaders créent leur organe de presse pour la diffusion de leur courant de pensée. Laurent Gbagbo affirmera ainsi que « *ce journal, je l'ai créé pour que tous les Ivoiriens sachent ce que je pense !* »[5]. La logique, de posséder ses propres canaux de propagande, traduit un malaise démocratique fortement ancré dans les mœurs politiques des gouvernants : la censure et la fermeture des médias publics à l'opposition politique. La création de canaux propres relève alors de la stratégie des partis politiques de disposer de moyens communicationnels pouvant leur permettre de diffuser leurs idées et ainsi de gagner la sympathie de l'électorat. Ainsi, en Côte d'Ivoire, le FPI crée le journal Notre Voie, le PDCI-RDA s'allie au Nouveau Réveil et le RDR s'identifie par Le patriote. Fondamentalement, la presse dont nous parlons avait une visée idéologique. La presse d'opinion, comme on peut la nommer, ambitionne de faire éclore, en plus du multipartisme, une démocratie vraie. La démocratie vraie est celle de la liberté d'expression non seulement, mais aussi elle doit induire la possibilité de voir l'alternance via des élections crédibles. La lutte pour l'accession au politique ou pour sa conservation a mis en ébullition le champ politique depuis les années 1990 atteignant le point culminant de la crise postélectorale de 2010[6]. Après la mort du président Houphouët-Boigny, une crise de succession éclate entre le président de l'Assemblée nationale Henri Konan Bédié et le Premier ministre Alassane Ouattara. Elle est liée à des interprétations juridico-constitutionnelles (légitimité et illégitimité, nationalité, tripatouillage des lois, élections truquées, etc.). Ces considérations vont polluer l'atmosphère

[5] Baromètre des médias africains, Première analyse locale du paysage médiatique en Afrique : Côte d'Ivoire 2012, Friedrich Ebert Stiftung, p.52.
[6] Une crise dont 3000 morts ont officiellement été déclarés

politique à laquelle les journaux seront partie prenante par des « *situations de guérilla »* (P. Daubert, 2009, p. 146) entre elle et les pouvoirs successifs. Les tensions politiques ont entraîné de facto une tension médiatique « *transformant la presse d'opinion en une presse de combat* ». (P. Daubert, 2009, p. 144). En Côte d'Ivoire selon le même auteur, « *elle nourrit la montée des tensions qui conduisirent le pays près du gouffre »* (P. Daubert, 2009, p. 146).

La presse est un média qui diffuse des informations sur les événements qui se produisent dans une société donnée. Dans leur rôle, les journalistes relaient les images et les propos des personnalités de premier plan qui animent la vie politique, sociale, économique, etc. Depuis l'ouverture politique et médiatique, l'élite ivoirienne a investi le champ politique par la création de partis et groupements politiques et par la création d'organes de presse. Dans ce sens, au-delà du support gouvernemental Fraternité Matin, plusieurs journaux d'opinion ont pris d'assaut l'espace public en vue de faire connaître leurs idéaux et leurs leaders. Dans la logique que les médias privés sont la propriété de personnalités politiques, les informations diffusées sont construites dans le but de mener le combat politique qui est la conquête du pouvoir. Autrement dit, les journalistes ont la mission de jouer le rôle que les hommes politiques leur demandent. La loi de la ligne éditoriale impose donc le respect des principes édictés dans l'organe de presse. En Côte d'Ivoire, les querelles idéologiques, les différents entre les personnalités politiques ont été un terreau fertile pour la presse. C'est pourquoi, dès le début la presse s'est posée comme un instrument de lutte et de combat. En effet, les journaux d'opinion ont été des supports dans lesquels on retrouve des mots relativement violents et des images souvent dégradantes.

> Dans cette grande mêlée médiatico-politique, où la compétence et la raison furent vite débordée par la passion et l'engagement, la presse ne tarda pas à commettre des fautes. Grossissant volontiers les faits, reproduisant de simples rumeurs avec valeur d'information, publiant des articles injurieux ou diffamatoires, elle fit preuve d'un amateurisme désordonnée, ce qui lui value de nombreux procès (…) La presse se plaça souvent au service d'intérêts partisans, et fut parfois instrumentalisée au point de se faire l'auxiliaire de desseins criminels » (P. Daubert, 2009, p. 146)

Vu sous cet angle, la presse d'opinion a moins desservi le champ politique et social dans le sens de la construction de la nation et de la société cohésive. L'une des raisons sur lesquelles les pères de la nation utilisaient le parti unique et les médias d'Etat, étaient sûrement la préservation de l'unité nationale. Aujourd'hui, les excès constatés donnent raison aux nostalgiques des régimes autoritaires. Les journaux privilégiant la satire se posent comme des alternatives à la presse d'opinion frontale dont les contenus exposaient les journalistes et leurs commanditaires à la prison, à la clandestinité, à l'exil, etc. Ici, le journal « Gbich » expose la

situation politique da Côte d'Ivoire du point de vue des acteurs et de leurs agissements. De façon sibylline, le journal interpelle les acteurs politiques sur leur agissements politiques qui risquent d'entraîner le pays dans une nouvelle guerre. En rappelant la crise postélectorale de 2010, le journal joue son rôle de gardien de la mémoire collective. Contrairement à la presse d'opinion dont le rôle est de positionner une idéologie au détriment d'une autre, la presse satirique met tous les acteurs devant leurs responsabilités dans le champ sociopolitique. Elle pose, à travers cette Une, les problèmes de la politique en Côte d'Ivoire : la légitimité ou non des uns et des autres à briguer le pouvoir présidentiel, la violence verbale et physique, le respect des lois, etc. Dans le contexte d'un regain de tension en période de campagnes pour les élections présidentielles de 2020, tous ces éléments renferment les germes d'une nouvelle crise postélectorale. L'hebdomadaire satirique opère une rupture entre les querelles de clochers et les combats par personnes et par canaux médiatiques interposés. Dans cette veine, la satire met de façon responsable le doigt sur les mots et les maux de la crise ivoirienne.

CONCLUSION

Notre étude s'est intéressée à la une n° 1084 du 27 août au 02 septembre 2020 au cours de laquelle nous avons mis en évidence la presse écrite. Il s'est agi d'appréhender l'information au prisme de la sensibilisation sur les risques de guerre dans le journal satirique Gbich. De façon concrète, le journal Gbich informe certes, mais il sensibilise sur la survenue éventuelle de conflit ou de guerre à la faveur des élections présidentielles de 2020 en Côte d'Ivoire. Notre approche, à travers l'analyse sémiologique, a permis de comprendre l'adversité dans le champ politique en Côte d'Ivoire. Elle a mis en lumière notamment les acteurs et leur rapport à l'élection présidentielle. L'analyse a aussi permis d'indiquer la différence entre la presse d'opinion et la presse satirique. La Une en question a eu l'avantage d'interpeller les acteurs sur la dangerosité de leurs actes. En procédant par la caricature des acteurs politiques de premier plan (images et propos) à la veille des élections présidentielles, le journaliste se pose comme un médiateur dans la guéguerre qui les oppose autour du fauteuil présidentiel. Dans l'histoire politique de la Côte d'Ivoire, les médias ont toujours joué un rôle important dans les processus électoraux. Quand bien-même, ce rôle soit diversement apprécié, il n'en demeure pas moins que la présence des médias dans le processus démocratique ait participé à donner la parole politique à une diversité d'acteurs. Dans leurs interactions, les journalistes et les gouvernants n'ont pas toujours fait bon ménage eut égard à leur mission de critique et de diffusion de certaines réalités secrètes. Oscar Wilde, dans ses propos devenus célèbres soutient que : *« Si*

vous voulez dire la vérité aux gens, faites-les rire sinon ils vous tueront. »[7]. La satire, par ses procédés tels que l'humour, l'exagération, la dérision ou la métaphore, est un outil pour informer, pour dénoncer ou encore pour divertir.

Bibliographie

DAUBERT Pierre, 2009, *La presse écrite d'Afrique francophone en question, Essai nourri par l'analyse de l'essor de la presse française,* Paris, L'Harmattan.

DENIS Everette., MERRIL John, 1991, *Les médias en question,* Nex York, Nouveaux Horizons.

MC LUHAN Marshall, 1968, *Pour comprendre les médias,* Paris, Seuil.

N'DRI Koffi Nestor, COULIBALY Pénédjotêh Jean-Paul « Caricature et image des « éléphants » footballeurs dans la presse écrite en période de compétitions internationales : cas de la Can 2021 dans le magazine gbich! », N'zassa, Numéro 8, pp. 271-283

SACRISTE Valérie, 2007, *Communication et médias, Sociologie de l'espace médiatique,* Paris, Foucher.

TESSY D. Bakary Akin, 1992, *La démocratie par le haut en Côte d'Ivoire,* Paris, l'Harmattan.

Webographie

Côte d'Ivoire: le journal satirique «Gbich», une institution qui veut se diversifier pour survivre (rfi.fr)

www.jeuneafrique.com/371177/politique/Côte d'Ivoire : pour Ouattara, la victoire du oui au référendum est un plébiscite - Jeune Afrique

www.ijnet.org/fr/story/Comment utiliser la satire dans les médias ? | Réseau international des journalistes (ijnet.org)

www.ici.radio-canada.ca/nouvelle/701118/journaux-satiriques-francais-charlie-hebdo-canard-enchaine

[7] www.ijnet.org/fr/story/Comment utiliser la satire dans les médias ? | Réseau international des journalistes (ijnet.org) consulté le 03 août 2024 à 10h 20